

Burundi : les parties prenantes acceptent de négocier de façon intensive

@rib News, 15/07/2015 - Source Xinhua Le parti au pouvoir, l'opposition et la société civile participant au processus électoral burundais de 2015 ont accepté de négocier de façon "intensive, continue et rapide", afin de parvenir à un accord, a annoncé mercredi soir à Bujumbura le chef d'Etat ougandais Yoweri Kaguta Museveni, facilitateur international sur la crise politico-sécuritaire qui secoue le Burundi depuis plus de deux mois. Au cours d'un point de presse (photo) tenu à la fin de la première séance des négociations inter-burundaises, M. Museveni a indiqué que "toutes les parties burundaises" acceptent de "négocier sur les points de désaccord afin d'évoluer rapidement vers un compromis politique.

Le président Museveni, qui n'a pas fixé d'agenda prioritaire pour la durée et la clôture de ces pourparlers inter-burundais, a annoncé qu'il allait faire venir son ministre de la Défense à Bujumbura, 16 juillet 2015, qui va faciliter les négociations. "Mon parti apprécie que le nouveau facilitateur ait rencontré les uns et les autres, avant d'annoncer que son ministre de la Défense va continuer à faciliter ce travail de dialogue politique entre les Burundais. J'espère qu'on pourra faire un pas en avant", a réagi à chaud le député Pascal Nyabenda, président du CNDD-FDD, parti au pouvoir. "Au sein du CNDD-FDD, nous sommes ouverts au dialogue, mais nous devons le faire tout en même temps que le processus électoral", a-t-il martelé, disant que M. Museveni "n'a manifesté aucune intention de faire arrêter le processus électoral en cours". Le ministre burundais de l'Intérieur Edouard Nduwimana a indiqué que "le dialogue ne va pas empêcher la tenue des élections". "Nous prévoyons un dialogue avant, pendant et après les élections. Nous ne sommes pas désespérés, nous sommes plutôt satisfaits; car, tout ce qui vient pour promouvoir la démocratie et la paix au pays, sont toujours les bienvenus", a-t-il déclaré. Agathon Rwasa, le principal opposant politique burundais à la tête de la coalition politique "Abigenga-Mizero y'Abarundi" (Indépendants-Espoir des Burundais), a déclaré que d'une façon globale, tout le monde est satisfait. "Car, il y a au moins un déblocage, dans la mesure où il y a quelques temps, le dialogue politique paraissait impossible entre la partie gouvernementale, l'opposition et la société civile, alors que tous les acteurs y étaient conviés", a expliqué l'opposant burundais. Pour M. Rwasa, il n'y a pas de sujet tabou, y compris celui d'un calendrier électoral consensuel, dans le dialogue. Le président burundais Pierre Nkurunziza a décidé de reporter une nouvelle fois l'élection présidentielle, du 15 au 21 juillet, après que le sommet de la Communauté est-africaine (EAC) sur le Burundi, tenu le 6 juin à Dar es Salaam, eut invité les autorités burundaises à tenir l'élection présidentielle le 30 juillet.